

Collectif retraités UL CGT Arles - Intervention 20 mars 2025

Introduction

L'allocution du président Macron du 5 mars 2025 est une véritable déclaration de guerre. Les propos tenus sont alarmistes et, à dessein, créent un climat de peur.

L'escalade guerrière allant jusqu'à mettre à disposition de l'Europe l'armement nucléaire français, l'explosion des budgets militaires, ne sont pas la solution pour résoudre les conflits armés entre des pays. Au contraire, c'est prendre un risque dangereux et irréversible.

Les retraité·es refusent de subir une nouvelle fois l'horreur de la guerre pour eux, pour leurs familles et ami·es.

Sans être devins, nous pouvons penser que le gouvernement ne touchera pas aux finances des entreprises, aux dividendes des actionnaires, en particulier ceux des entreprises françaises d'armement. En revanche, les dépenses publiques, le financement des services publics, des budgets sociaux risquent de faire les frais de cette économie de guerre.

C'est bien dans cette démarche que Bayrou a d'annoncé, contrairement à ses engagements, qu'il ne reviendrait pas à la retraite à 62 ans, torpillant ainsi les discussions en cours, tout comme le MEDEF qui, après les propos de Macron et du gouvernement, amplifie ses exigences pour faire payer les salariés et /ou distiller la retraite par capitalisation.

C'est bien pour cela que la CGT a décidé hier de quitter le « conclave » sur les retraites et appelle donc le monde du travail à se mobiliser

En ce qui concerne les « menaces » de guerre, nous exigeons au contraire que tous les moyens soient mis en oeuvre pour gagner une paix juste et durable dans le respect des peuples ukrainiens et russes et des résolutions de l'ONU. Il en est de même pour la Palestine, qui subit à nouveau des bombardements catastrophiques avec la bénédiction de Trump. La CGT exige un cessez-le-feu immédiat et durable et appelle la France à reconnaître l'Etat de Palestine et à exercer une pression diplomatique sur

le gouvernement israélien afin qu'il respecte le droit humanitaire international.

Monsieur le président, l'Union Confédérale des Retraité-es CGT, fidèle à ses valeurs de paix et de justice sociale, refuse que les citoyen·nes de notre pays et de l'Europe subissent les conséquences de votre politique de va-t'en guerre.

Nous exigeons, au contraire, une réorientation des budgets de l'Etat pour répondre aux besoins de la population.

Discours : Défendons notre Sécurité sociale et nos retraites

Il y a 80 ans, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, naissait la Sécurité sociale sous l'impulsion d'Ambroise Croizat et du Conseil National de la Résistance. Son objectif était clair : protéger chaque citoyen face aux risques de la vie, garantir l'accès aux soins, assurer une retraite digne, et permettre à chacun de vivre sans crainte du lendemain. Ce système, fondé sur la solidarité et le financement par la cotisation sociale, a permis des avancées sociales majeures et a contribué à l'augmentation de l'espérance de vie en bonne santé.

Mais aujourd'hui, ce modèle est menacé. Depuis des décennies, le patronat et les gouvernements successifs s'emploient à le fragiliser. Les exonérations de cotisations sociales se multiplient, privant la Sécurité sociale de ressources essentielles, tandis que les réformes régressives font peser la charge sur les salariés, les retraités et les privés d'emploi. Résultat ? Des déremboursements de soins, une explosion des tarifs des complémentaires santé, un hôpital public exsangue et un recul de l'espérance de vie en bonne santé dans un pays qui reste pourtant la sixième puissance mondiale.

Dans ce contexte, les retraités sont devenus des boucs émissaires commodes. Depuis plus d'une décennie, ils sont accusés de coûter trop cher, de vivre trop longtemps, d'être responsables du déficit public. On

leur impose des sacrifices successifs : suppression de la demi-part fiscale, augmentation de la CSG, désindexation des pensions... Et maintenant, le gouvernement veut encore aggraver la situation en s'attaquant à l'abattement fiscal de 10 %, en alignant leur taux de CSG sur celui des actifs, et en désindexant les pensions de l'inflation.

Mais qui sont les vrais responsables du déficit ? Certainement pas les retraités, dont 60 % perçoivent une pension inférieure au SMIC et dont 2 millions vivent sous le seuil de pauvreté. Non, ce sont les cadeaux fiscaux accordés aux entreprises sans contrepartie, la suppression de l'impôt sur la fortune, et l'explosion des dividendes qui assèchent les finances publiques. Pendant que la **fortune des milliardaires a bondi de 439 % en dix ans**, on demande toujours plus d'efforts aux travailleurs et aux retraités.

Face à cette injustice, nous refusons de rester silencieux. L'Union syndicale des retraités CGT appelle à la mobilisation pour :

- Une revalorisation immédiate des pensions de 10 %,
- Un relèvement de 300 euros pour les petites retraites,
- La reconquête de la Sécurité sociale,
- Un financement basé sur la cotisation sociale et non sur l'impôt,
- L'arrêt des exonérations patronales,
- La transformation de notre système de santé pour garantir des soins accessibles à tous.

Nous avons les moyens de financer une protection sociale juste et solidaire. C'est une question de choix politique, de répartition des richesses. Ensemble, faisons entendre notre voix. Défendons ce que nous avons conquis. Exigeons une société plus juste, où chacun, quel que soit son âge, puisse vivre et vieillir dignement.

Conclusion

Nous voilà donc dans l'obligation de réagir collectivement pour la paix, pour une autre répartition des richesses, pour nos pensions et reconquérir la Sécu !

Enfin, contre les discours et pratiques racistes qui s'étendent en France comme sur tous les continents et les discours nationalistes visant à opposer les populations et les travailleurs en fonction de l'origine, de la couleur de peau, de la religion, vieille recette de l'extrême droite et pour l'unité des travailleurs, pour l'égalité des droits et la défense des libertés, RASSEMBLONS-NOUS samedi 22 mars à 12h00, Place de La République à Arles.

S'ajoute à tout ça, dans notre ville, l'obligation de lutter contre ce maire qui veut faire disparaître toute opposition en général et la CGT en particulier, en voulant la virer de ses locaux historiques, la Bourse du Travail. C'est bien pour cela que Sophie Binet sera à Arles le mardi 25 mars en rappelant que les adhérents de la CGT sont invités le matin à l'AG qui se tiendra à la Bourse du Travail puis Meeting à 12h30 devant la Bourse du Travail ouvert bien sûr à tout le monde. Sophie Binet y fera un point sur la lutte pour la retraite à 62 ans puis 60 ans. Nous vous y attendons nombreux !